



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

14/04/2025

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 222 du 14 avril 2025**

SCÉNARIO CATASTROPHE POUR VENCOREX : « CERTAINS AURONT DES COMPTES À RENDRE !

La décision rendue le 10 avril 2025 par le tribunal de commerce de Lyon concernant la reprise de la société Vencorex aura de lourdes conséquences, tant sur le plan social et environnemental que pour la souveraineté nationale. Le tribunal a en effet validé une reprise très partielle du site de Pont-de-Claix, ne préservant que quelques dizaines d'emplois liés à la production de tolonates.

Pourtant, face à la faillite organisée de Vencorex, les salariés, accompagnés par la FNIC-CGT, avaient élaboré un projet de reprise solide sous forme de SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif). Ce projet réunissait des investisseurs publics, notamment des collectivités locales, ainsi que des acteurs privés, avec des promesses d'investissement dépassant **44 millions d'euros pour le privé, et plus de 20 millions pour les collectivités**, sans compter les engagements des OS CGT.

De leur côté, Matignon et l'Élysée sont restés figés dans une posture de façade depuis l'annonce de la faillite, adoptant une attitude en **totale contradiction avec leurs discours sur la réindustrialisation et la souveraineté**. Ce désengagement ne traduit pas seulement un profond mépris envers les travailleurs : **il s'apparente à une véritable trahison**.

Que dire aussi de Marc Ferracci, l'homme de main des fossoyeurs de l'industrie, qui ne cessait de répéter : « Si le projet de SCIC est validé par le tribunal, pour 1 euro d'argent privé, l'État mettra 1 euro. » Une promesse fallacieuse, quand on sait qu'il n'a strictement rien fait pour accompagner concrètement les porteurs du projet. Toute la construction de cette initiative a été économiquement supportée par ces derniers, et en majorité par la FNIC-CGT.

Aujourd'hui, le tribunal a mis un clap de fin non seulement sur les espoirs que portait ce projet coopératif, mais aussi sur une aventure industrielle emblématique pour toute une région.

Le tribunal de commerce de Lyon a privilégié l'offre, déposée et finalisée, de BorsodChem (filiale hongroise du groupe chinois Wanhua) positionnée sur la reprise de l'activité tolonates (et 54 salariés) de Vencorex,

Pour la FNIC-CGT, la posture de nos dirigeants ne fait que confirmer l'évidence : **un État totalement soumis aux logiques du capital, incapable d'accepter que des travailleurs s'organisent pour construire une alternative**. Cette bataille n'a pas abouti, mais la guerre que fait le capital au monde du travail est loin d'être gagnée...

Espérons que l'État n'ait pas la rancœur d'avoir à soutenir un projet construit et défini par la CGT. **Le seul intérêt doit être celui des 6.000 emplois en jeu.**

THALES : VERS UNE 15^{ème} SEMAINE DE MOBILISATION SOCIALE À MÉRIGNAC (GIRONDE), "80% DE LA PRODUCTION EST ARRÊTÉE" !

L'intersyndicale du site Thales à Mérignac a décidé vendredi de poursuivre la grève reconductible après quatorze semaines de mobilisation pour les salaires. Porté par des bénéfiques records, le fleuron français de la défense et de l'aérospatiale traverse une zone de turbulences sociales.

Le mouvement de contestation sociale se durcit chez Thales à Mérignac. L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC et SUPPer a décidé vendredi de poursuivre la grève reconductible sur le site qui emploie 2.200 salariés près de Bordeaux. Dans cette entreprise stratégique portée par le réarmement européen et aux carnets de commande archi-pleins, les augmentations de salaires prévues par la direction dans le cadre de la NAO sont jugées "indécentes".

"Le groupe a réalisé 21 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 2,4 milliards de résultats, rappelle Christophe Mentuy, élu CGT au CSE AVS Thales et élu au CSE central. On nous dit que c'est historique, selon le mot du PDG et on a une NAO à peu près à la hauteur de l'inflation. Alors pour un mensuel, c'est à dire en non-cadre, ça fait à peu près 40 € brut plus 15 € à peu près de variable, donc 55 brut de plus par mois. C'est complètement indécent. Pourquoi? Parce que le groupe a versé 1 milliard d'euros de dividendes l'an dernier."

"C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. A la vue des résultats exceptionnels du groupe, il n'y a pas une répartition juste et c'est pour ça que les salariés sont mécontents. C'est complètement choquant et indécent. Ils ont décidé d'augmenter les dividendes des actionnaires alors que pour les salariés, ils n'ont rien donné de plus".

Qu'est-ce que ce radar RBE2, levier de pression de l'intersyndicale?

Les grévistes veulent leur part du gâteau des bénéfices, quitte pour cela à menacer d'enrayer la machine de guerre. Les salariés mérignacais de Thales fabriquent en effet le célèbre RBE2, un radar à balayage électronique de 5e génération qui est embarqué à bord des avions de chasse Rafale. Depuis deux semaines, *"80% de la production de l'usine est stoppée". "Le blocage des chaînes de production des éléments nécessaires aux radars sur le Rafale va perdurer tant qu'on n'aura pas obtenu satisfaction"*, prévient Anthony Pérochot, coordinateur de la CFDT à Thales Mérignac.

"C'est une arme de poids parce que dans le plan de réarmement, on a une forte attente sur le Rafale, qui est un élément prioritaire pour les armées françaises et européennes. Donc, ça nous permet de montrer que non, ça ne peut pas se faire si il n'y a pas un juste retour et donc un investissement dans les salariés et l'outil de production."

"On prend l'exemple du radar, mais il y a aussi la production du viseur de casque qui est à l'arrêt comme la maintenance. Et ce qui est d'autant plus incroyable, c'est qu'on a spontanément des équipes d'ingénieurs qui se sont également mis en grève. Ça, c'est inédit chez Thales", ajoute Christophe Mentuy, de la CGT. *"Dans le contexte dans lequel on est, d'une montée en cadence de tout le militaire, ce que l'on peut regretter, certes, mais c'est comme ça, le groupe Thales, évidemment, fait partie des fleurons technologiques français. Nous, en termes d'investissement, on voit toujours rien venir. D'ailleurs les salariés le disent ' Comment on fait pour produire jusqu'à cinq Rafale par mois? Actuellement, ce n'est pas possible."*

Le bras de fer se poursuit avec la direction !

"Les négociations annuelles sont désormais terminés. Elles se sont déroulées dans le cadre d'un dialogue social actif. Plusieurs mobilisations ont été observées sur sites en France et celles-ci ont eu lieu dans un esprit d'échanges constructifs", fait savoir le groupe par communication écrite.

L'intersyndicale de Thales elle prévoit d'ores et déjà une manifestation sur l'Aérocampus de Mérignac. Des salariés de Dassault, mobilisés eux-aussi pour les salaires jeudi 3 avril, pourraient se joindre à la mobilisation, ainsi que des employés de Airbus et ArianeGroup.

PLUS DE 3.000 MILLIARDAIRES AU CLASSEMENT FORBES : LES ULTRARICHES TOUJOURS PLUS RICHES... ET NOMBREUX À SOUTENIR LA RÉGRESSION SOCIALE !

Les 3.028 milliardaires que compte le monde cumulent désormais un montant record de 16.100 milliards de dollars, soit 2.000 milliards de dollars de plus qu'il y a un an. Les oligarques américains de la tech triomphent avec Trump.

La barre est franchie. Le monde compte désormais plus de 3.000 milliardaires. Publié mardi 1er avril, le classement du magazine Forbes en décompte **3.028. Soit 247 de plus que l'année dernière.**

S'ils sont plus nombreux, ils sont aussi plus riches. Le total de leurs fortunes atteint le chiffre record de 16.100 milliards de dollars, soit **2.000 milliards de plus qu'il y a un an.** Soit encore **plus que le produit intérieur brut (PIB) cumulé de tous les pays du monde, à l'exception des États-Unis et de la Chine.** Leur patrimoine moyen s'élève désormais à 5,3 milliards de dollars, en hausse de 200 millions de dollars par rapport à 2024.

Des fortunes à 12 chiffres !

Dans le haut du panier aussi la valse des centaines de milliards a de quoi donner la nausée. Quinze personnes détiennent désormais une fortune à 12 chiffres. Soit un de plus qu'il y a un an, alors qu'il n'y en avait aucun en 2017. Et *« ces 15 centilliardaires valent 2.400 milliards de dollars, soit plus que les 1.500 milliardaires les moins fortunés réunis »*, calcule le magazine économique.

Au royaume de l'argent roi, les Américains plastronnent. Ils sont 902, loin devant les Chinois (516) et les Indiens (205). Bien calé dans le sillage de Donald Trump, Elon Musk assure son titre d'homme le plus riche du monde en augmentant en 2024 de 147 milliards de dollars sa fortune évaluée désormais à 342 milliards de dollars. *« Même le titre Tesla, malgré les récentes manifestations et une chute de sa cotation boursière, se négocie à un niveau supérieur à celui de l'année dernière »*.

Le chef du DOGE, département de l'efficacité gouvernementale, devance de 126 milliards de dollars son dauphin et autre baron des GAFAM : Mark Zuckerberg. Le patron de Meta lui aussi rallié à Donald Trump plastronne à

216 milliards, un record pour lui. Jeff Bezos, le patron d'Amazon (e-commerce, cloud, logistique) et Blue Origin (spatial), qui lui aussi avait fait un tour à Mar-a-Lago, résidence de Trump, pour porter allégeance au nouveau président, occupe la troisième marche du podium avec 215 milliards de dollars.

Arnault et Bettencourt Meyers dégringolent !

Avec ses 192 milliards de dollars, un autre oligarque de la tech US, Larry Ellison d'Oracle, renvoie **Bernard Arnault à une misérable cinquième place (178 milliards de dollars)**, son plus bas classement depuis 2017.

Chez les milliardaires femmes aussi, la bannière étoilée fait sa loi. Alice Walton, héritière de Walmart (101 milliards), détrône Françoise Bettencourt Meyers, héritière de L'Oréal (81,6 milliards de dollars).

MÉTRO : RÉPRESSION SYNDICALE !

Entre intimidation, discrimination et répression, Métro est prêt à tout pour museler la CGT et ses militants. Entre la militante CGT Métro agressée sur son lieu de travail, la politique de répression envers la CGT Métro, la convocation du secrétaire général de la Fédération CGT Commerce et Services au commissariat, l'entreprise pense nous avoir fait taire et neutraliser.

L'entreprise Métro est à l'image de la férocité du patronat dans son ensemble face à une CGT à l'offensive dans la défense des droits des travailleurs. **Cette salve patronale ne doit pas rester sans réponse !** Là où la répression sévit nous devons riposter avec force. Unis, solidaires et nombreux nous devons répondre aux attaques du patronat en nous mobilisant massivement le 24 avril 2025 devant l'entreprise Métro de Nanterre. Militants mais pas voyous, nous devons être solidaires, unis et déterminés à défendre les droits des travailleurs, porter nos revendications et imposer un autre choix de société face à ce patronat qui lui est voyou ! **Le 24 avril**, devant l'entreprise Métro de Nanterre, portons ensemble la voix des travailleurs : La Fédération CGT Commerce et Services appelle l'ensemble de ses militants à **se rassembler devant le magasin Métro de Nanterre, dès 9h30 : 5 rue des Grands Prés ZA du Petit Nanterre, 92000 Nanterre.**

VICTOIRE POUR LE DROIT SYNDICAL : RELAXE TOTALE POUR SIHAM TOUAZI !

Victoire pour les lanceurs et lanceuses d'alerte !!!

En janvier 2022, sept infirmières et aides-soignantes avaient entamé une grève pour dénoncer un management toxique, un dialogue social inexistant, des conditions de vie déplorables des personnels et des pensionnaires de l'EHPAD EPINOMIS de Neuville (qui a depuis changé de gestionnaire). Ce mouvement social d'une durée exceptionnelle de 133 jours, à cause d'une direction refusant toute forme de négociations, préférant le pourrissement du conflit et accusant notre camarade Siham TOUAZI (ainsi qu'une journaliste qui avait couvert cette grève), de diffamation dans une procédure « Bâillon ». Aujourd'hui, le Tribunal Judiciaire de Pontoise a rendu son verdict, en prononçant une peine juste et sévère contre EPINOMIS :

- « relaxe totale » Pour notre camarade et la journaliste.
- condamnation à verser des milliers d'euros de dommages intérêts pour procédure abusive.

Cette victoire est un espoir pour l'ensemble du monde militant !!! Et un encouragement à la poursuite de nos combats pour la justice sociale. Depuis les grèves « retraites » ce sont plus de 1000 militant-e-s attaqué-e-s, et quand un militant est attaqué, c'est toute la CGT qui est attaquée, nous poursuivrons notre combat pour chacun d'entre eux et continuerons d'exiger une loi d'amnistie pour toutes et tous les syndicalistes !!

FERMETURE DE 11 MAGASINS GIFI : DES CENTAINES DE SALARIÉS PLONGÉS DANS L'INCERTITUDE !

C'est par voie de presse que les salarié-es de l'enseigne GIFI ont appris la fermeture imminente de 11 magasins répartis entre GIFI MAG et GIFI 48, les anciens magasins Tati. Une annonce brutale, sans consultation préalable des représentant-es du personnel, qui laisse les équipes dans un désarroi total. La violence de cette décision est d'autant plus inacceptable qu'elle intervient dans l'opacité la plus complète. Aucune information, aucune anticipation, aucun échange : les élu-es qui auraient dû être consulté-es ont tout simplement été écarté-es du processus, en totale violation de la législation.

La direction ne peut faire croire à personne qu'elle ignorait la situation économique de ses magasins. Cette fermeture soudaine semble au contraire faire partie d'une stratégie mûrement réfléchie, préparée de longue date et cachée aux salarié-es et à leurs représentant-es. La Fédération CGT Commerce et Services et les élu-es CGT exigent une transparence totale sur les décisions qui (giroont conduit à ce véritable chaos social. Ils demandent des explications claires, le maintien des emplois, et une responsabilité assumée de la part de la direction. Face à ce mépris, la Fédération CGT Commerce et Services appelle tous les salarié-es concerné-es à se mobiliser et à se mettre en grève pour défendre leurs emplois, leur dignité et leur avenir.

MERCK À MARTILLAC (GIRONDE): UNE CENTAINE DE SALARIÉS MOBILISÉS APRÈS L'ANNONCE D'UN PLAN SOCIAL !

La multinationale allemande de l'industrie pharmaceutique se désengage progressivement de son site de Martillac, après des investissements et recrutements massifs en 2022. Les salariés ont manifesté mardi, à la Technopole Bordeaux Montesquieu.

L'annonce a été brutale pour les salariés. En janvier dernier, le groupe Merck KGaA, multinationale allemande spécialisée dans les biotechnologies, a présenté un projet de réorganisation de son site de Martillac, en Gironde, avec la suppression de 106 postes. Mardi 8 avril, une centaine de salariés en grève, soit un quart des effectifs, ont montré leur colère sur le site de la Technopole Bordeaux Montesquieu, à l'initiative de l'intersyndicale CGT et FO. Ils regrettent un « *gâchis* », une « *erreur de stratégie de la direction* » et demandent de meilleures conditions de départ pour les employés concernés par le plan social.

De 480 salariés en 2022, Merck n'en comptera plus qu'une cinquantaine en 2026 à Martillac. Son activité de sous-traitance de la branche Life Science, qui développe des médicaments liés aux sciences de la vie, devrait être rachetée par AbbVie, une grande société américaine de biotechnologie. Trois cents emplois seront ainsi requalifiés dans ce groupe et moins d'une trentaine de postes sont concernés par un plan de départ volontaire.

ROSSIGNOL À SALLANGES (HAUTE-SAVOIE) : FERMETURE DE L'USINE DE FABRICATION DE SKIS, L'UNE DES DERNIÈRES EN FRANCE !

Plus de 50 salariés sont concernés par cette fermeture.

C'est la fin d'une histoire. Mardi 8 avril, le fabricant d'équipements de sports d'hiver Rossignol a annoncé la fermeture de son site Dynastar à Sallanches (Haute-Savoie). Il s'agissait de la dernière usine française de fabrication de skis.

Propriétaire de ce site depuis 1963, le groupe Rossignol invoque une "situation difficile" liée à un manque de rentabilité de l'usine française. Dans un communiqué envoyé mardi aux représentants du personnel, il a ainsi annoncé un projet de réorganisation de sa production entraînant la fermeture définitive du site.

Le groupe y indique vouloir recentrer ses activités sur son siège de Saint-Jean-de-Moirans, en Isère, et son usine d'Artés, en Espagne. "*Ce projet (...) vise à répondre efficacement aux évolutions du marché, à sécuriser une rentabilité durable pour le groupe et à poursuivre ses investissements*", précise le communiqué.

Plus de 50 salariés concernés !

L'usine de Sallanches, qui emploie 57 salariés en CDI, fermera ses portes après la fin du processus légal d'information et de consultation des représentants du personnel, indique Rossignol. Le groupe promet aux salariés "*des mesures d'accompagnement personnalisées dans le cadre d'un dialogue social constant*" !!!

L'annonce de cette fermeture est "*une claque pour le territoire du Pays du Mont-Blanc*", l'usine avait pourtant "*renoué avec les bénéfices dès 2022*". "*Pourquoi fermer une usine qui gagne de l'argent ?*", déclarent les salariés, jugeant la décision du groupe "*incompréhensible*".

VERRERIE OWEN ILLINOIS À VERGÈZE (GARD) : "164 SALARIÉS JETÉS À LA RUE" , L'USINE QUI TRAVAILLE NOTAMMENT POUR PERRIER, FERME DÉFINITIVEMENT !

La verrerie implantée à Vergèze, à proximité de l'usine Perrier, ferme définitivement a annoncé le groupe Owens Illinois.

Ils ont appris la nouvelle ce mardi : les 164 salariés de l'usine Owen Illinois vont perdre leur emploi après que le groupe Owens Illinois a décidé de la fermeture de son site gardois. "*À Vergèze, c'est la sentence la plus lourde, 164 salariés jetés à la rue*", dénonce la CGT, le syndicat majoritaire, dans un tract.

Dans son communiqué, la CGT précise que "*556 emplois au total sont touchés chez Owens Illinois, géant mondial du verre, dans une logique de restructuration brutale dont 316 purement et simplement supprimés*".

Trois quart de la production pour Perrier !

"*Les trois quarts de notre production sont pour Perrier, l'autre quart pour Heineken*", précise Nicolas Blanc, un élu de la CGT. Le syndicat conteste l'argument de la direction de la nécessité de réduire les coûts.

La CGT "*dénonce une logique de démantèlement planifié et appelle les salariés à se mobiliser sur tous les sites pour faire barrage à cette politique destructrice*".

En France, quatre autres sites et le siège social sont aussi concernés par des suppressions de postes.

CBA MEUBLES À NERSAC (CHARENTE) : LES SALARIÉS DE L'ENTREPRISE FILTRENT LES CAMIONS POUR CONSERVER LEURS STOCKS !

Les salariés filtrent les entrées et les sorties des camions, alors que les négociations sur le plan social doivent se poursuivre dans le Nord de la France mercredi et jeudi. Les syndicats se sont rendus compte que les stocks disparaissaient de l'entreprise.

Une assemblée générale du personnel avait lieu mardi en tout début d'après-midi. CBA Meubles doit fermer, l'annonce en a été faite le 18 février.

85 emplois sont en jeu !

"Ce blocage aujourd'hui c'est pour pouvoir mettre la pression vis-à-vis de la direction, qui nous propose un plan au rabais. Notre stock ne doit pas partir", explique Jérôme Jarreton, délégué CGT chez CBA Meubles.

Sur le site de Nersac, la production se poursuit, mais à 50% seulement. Les négociations avec la direction reprennent du côté de Tourcoing. Elles ont commencé il y a dix jours, mais le ballet des camions a continué à sortir une partie du stock de l'entreprise. Le filtrage des camions s'est durci. C'est l'avenir des 85 salariés qui est évoqué lors des négociations avec la direction. Avec des conditions de reclassement guère satisfaisantes pour 27 reclassements

annoncés.

"Vingt-sept postes de reclassement dans le Nord ont été annoncés, et on sait pertinemment que personne de chez nous ne montera là-haut", détaille Olivier Bourdier, élu au comité social d'entreprise.

La procédure de négociations doit s'achever fin mai pour l'élaboration du plan social et des indemnités de licenciements.

VAYRES (GIRONDE) : PLAN SOCIAL À LA VERRERIE, "ON A TOUS AU MOINS UN CHÔMEUR DE PRÉVU DANS LA FAMILLE" !

Alors que 81 des 240 postes de l'usine O-I de Vayres, dans le Libournais, pourraient être supprimés déclare la CGT, les habitants de la commune témoignent de leur inquiétude. *"Toutes les familles sont en souffrance ici",* confie James, dont la belle-mère travaillait à la verrerie.

Au Gestas, le seul bar-tabac de la commune de Vayres, les habitués comme Marc, André et James discutent des licenciements menaçant la verrerie de la commune. *"J'ai un fils qui a travaillé à la verrerie",* raconte l'un des trois amis. *"Mon frère y a travaillé",* ajoute son voisin de table. *"Cette usine a structuré économiquement et socialement cette commune. Ma belle-mère y a travaillé par exemple. La plupart des gens qui sont installés ici y travaillaient. Toutes les familles, ici, sont en souffrance. On a tous au moins un chômeur dans la famille",* déclare James.

Ces suppressions de postes font craindre une baisse de l'activité chez plusieurs commerçants. *"C'est vraiment dommage, ça aurait été bien que ces emplois restent en place",* regrette Mickaël Das Neves, le boucher installé depuis deux ans. *"Surtout qu'il y a bientôt une épicerie qui va se monter à côté, avec le boulanger et une supérette qui arrive aussi".*

Ça va être terrible pour les communes alentours où vivent certains salariés !

Même inquiétude chez Romain, le gérant du salon de coiffure Mickaël Roman. Les salariés de la verrerie? *"On coiffe toute leur famille, que ça soit le conjoint, la conjointe et leurs enfants qu'on a vu grandir. Avec le contexte actuel, ça va être très compliqué pour l'avenir. Il me semble qu'ils ont fermé déjà un four."*

"Cela devait être un arrêt de maintenance", fait remarquer un élu de Vayres (4.414 habitants), L'annonce du plan social a surpris Jacques Legrand, d'autant plus que « le groupe O-I avait investi dans un four environnementalement très performant », *inauguré en grandes pompes, et aujourd'hui, on apprend ça (...) c'est désolant".*

SAINT-ETIENNE (LOIRE) : LES ÉBOUEURS EN GRÈVE, "ON POUSSE UN CRI DE DÉTRESSE, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL SONT DEVENUES DANGEREUSES" !

Deux ans après leur précédente grève, qui avait duré 13 jours, les agents de collecte des déchets de Saint-Etienne Métropole ont entamé un nouveau mouvement social, le lundi 7 avril. Ils réclament une amélioration et une sécurisation de leurs conditions de travail.

À son premier jour, le mouvement de grève montre déjà ses effets dans l'agglomération stéphanoise, avec des poubelles qui débordent sur les trottoirs. Il est massivement suivi : aucun camion n'est sorti sur l'Ondaine et la ville de Saint-Etienne, et un camion sur trois dans le Gier.

Le préavis a été déposé pour une semaine reconductible et les personnels grévistes promettent une longue mobilisation. En avril 2023, ils avaient prouvé leur ténacité en cessant le travail 13 jours durant. Deux ans plus tard, les revendications n'ont pas changé. *"En 2023, on a tenté d'empêcher une réforme dont on connaissait les conséquences, aujourd'hui on les vit tous les jours",* explique Mickaël Chambas, secrétaire général CGT à Saint-Etienne Métropole. *"Cette grève, c'est un cri de détresse car les conditions de travail des agents sont devenues particulièrement lourdes et difficiles au quotidien."*

"On expose notre santé" !

Les représentants syndicaux déclarent que la refonte des tournées de collecte des déchets ménagers s'est accompagnée d'une baisse des effectifs et des moyens. Et les poubelles ne sont plus vidées que 5 jours par semaine, contre 6 auparavant. *"Ça génère une problématique de débordement des sacs et de poids des poubelles",*

poursuit Mickaël Chambas. "Par ailleurs, l'accès aux déchetteries a été complexifié pour les particuliers, avec l'usage d'un QR code. Donc, on retrouve dans nos bacs des déchets dangereux et inappropriés (verre carrelage, gravats ou électroménager) et on expose notre santé."

La grève des agents chargés de la collecte des déchets continue. Mercredi, seuls deux camions sont sortis dans toute la Métropole. La CGT et la collectivité campent sur leurs positions. Le préavis court jusqu'au 21 avril et les agents se préparent à tenir encore plusieurs jours.

« *Aucun camion n'est sorti à Saint-Étienne, dans l'Ondaine et le Gier. À Saint-Genest-Lerpt et La Talaudière non plus. Seuls deux camions ont fait leur tournée à Roche-la-Molière* », annonce Mickaël Chambas, secrétaire général CGT à Saint-Étienne Métropole.

MESSEI (ORNE) : FORVIA (ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE) ANNONCE LA FERMETURE DE SON SITE EN NORMANDIE , 109 EMPLOIS SUPPRIMÉS !

Lors d'un comité social et économique (CSE) central, le 9 avril 2025, l'équipementier automobile Forvia (ex-Faurecia) a annoncé la fermeture du site de Messei (Orne) en décembre 2026. 109 emplois sont concernés.

Le couperet est tombé. On sait que notre site va mourir. !

Ce sont les mots d'un délégué syndical central. Il travaille depuis vingt-six ans sur le site Forvia (ex-Faurecia) de Messei (Orne) qui fabrique des lignes de pots d'échappement ainsi que des pièces de rechange.

Lors d'un comité social et économique (CSE) central extraordinaire à Bavans (Doubs), mercredi 9 avril 2025, puis, le lendemain, lors d'un CSE d'établissement extraordinaire, l'équipementier automobile a annoncé la mise en place d'un « PSE pour le site de Messei et la fin de l'activité en décembre 2026 »,

« **Le PSE entraîne la fermeture du site** » qui emploie «**109 CDI** » et «**14 CDD** ».

JTEKT (RHÔNE) : PLUS DE 350 SALARIÉS DE SE RASSEMBLENT DEVANT L'ENTREPRISE POUR EXPRIMER LEUR REFUS DE LA CASSE DES EMPLOIS !

Il y a bien longtemps que l'on avait pas vu une telle mobilisation à JTEKT Irigny dans le Rhône. A l'appel des syndicats CGT et CFDT plus de 350 salariés se sont rassemblées à l'entrée sud de l'entreprise. On luttait aussi à Chevigny le site de la Côte d'Or.

Il suffisait de circuler parmi les grévistes pour prendre le pouls de la colère qui motive les salariés et leur inquiétude car certains pensent que derrière ce plan de casse de **197 emplois qui pourrait atteindre les 225 voire 230, se profile la menace d'une fermeture complète de ce site de production.** Pourrait subsister le centre de recherche déjà fragilisé et pour combien de temps ?

La colère est très présente à Irigny comme à Chevigny. Depuis 2019 plus de 500 emplois industriels ont déjà été supprimés sur ce site spécialisé dans la fabrication des systèmes de direction pour automobile. Dès 2020 se sont les mêmes arguments qui sont utilisés pour tenter de justifier ces mauvais coups : augmenter la productivité et la rentabilité autrement dit baisser le coût du travail pour générer des profits pour Toyota.

Mais après 5 ans, cette logique de casse et austéraitaire est en échec. Pire elle a aggravé tous les maux qu'elle était censé corriger ! Au final la production est de moins en moins efficace alors que les salariés souffrent au travail avec une direction qui leur demande de faire toujours plus, avec des salaires minables et dans des temps plus courts !

Alors qu'ils auraient fallu développer les capacités humaines des salariés par l'emploi durable, avec des formations et de meilleurs salaires, JTEKT a fait le choix de la régression sociale, de la mise en concurrence des salariés avec ceux de l'Est de l'Europe ou du Maroc et a massivement délocalisé les productions des systèmes de direction qui pourtant équipent les voitures, qu'elles soient française ou étrangères.

Cette stratégie coûte cher à la France avec la montée du chômage, le déficit de la sa balance commerciale et surtout un manque de salariés qualifiés du fait de formations insuffisantes et de la crise de l'école publique.

Tout au long des discussions monte la colère contre cette stratégie du groupe JTEKT piloté par Toyota qui baisse en France ses capacités de production et les emplois, cède ou liquide certains de ses établissements comme Chenevière ou Blois, et dans le même temps délocalise.

La colère est d'autant plus forte que les salariés ont appris par la presse spécialisée que le gouvernement français, au travers le ministre Le Maire (et certainement ensuite Lescure) aurait négocié avec JTEKT la stratégie mise en œuvre aujourd'hui qui vise à détruire les capacités de production de JTEKT en France au profit des pays européens où JTEKT est localisé et au Maroc.

En résumé, c'est l'organisation de la délocalisation des productions contre la France, son industrie et ses emplois avec l'aide du gouvernement qui ensuite avec Macron, nous abreuve du "Choose France" et de la réindustrialisation. Mon œil !

Cela est confirmé dans une note de JTEKT qui informe que la future voiture électrique du groupe Renault-Nissan, la Nissan Micra avec 26.000 exemplaires /an serait confiée à Renault Douai à partir de septembre 2025, et serait

équipée de systèmes de direction JTEKT mais fabriqués en Tchéquie ! On peut comprendre alors la colère des salariés de JTEKT tant à Irigny qu'à Chevigny (21) !

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement